

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°8

Les procédures spécifiques

1. Les mineurs isolés

La question des mineurs isolés, en particulier demandeurs d'asile, mérite une attention particulière. Les directives comportent plusieurs dispositions à cet égard.

Il conviendrait de clarifier la législation à cet égard et de :

- assurer la représentation juridique du mineur (administrateur *ad hoc*) dans les meilleures conditions, le plus en amont possible et par des personnes qualifiées ; les modalités de détermination de l'âge doivent être clarifiées et homogénéisées ;
- prévoir des garanties procédurales particulières pour l'examen des demandes d'asile présentées par ces mineurs ;
- aménager un dispositif d'examen spécifique des demandes d'asile présentées à la frontière en tenant également compte de la directive "accueil".

2. L'asile à la frontière

L'examen des demandes d'asile à la frontière obéit à un régime spécifique (décision du ministre de l'intérieur après avis de l'OFPRA et recours devant la juridiction administrative), lié à sa double nature (demande d'entrée sur le territoire et demande de protection) qui peut être maintenu en application de la nouvelle directive. Pour autant, il est nécessaire de clarifier le dispositif et il convient de réfléchir aux garanties entourant cette procédure. Plusieurs points doivent être pris en considération :

- les motifs pour lesquels une demande d'asile peut être considérée comme « manifestement infondée » ;
- les moyens donnés à l'étranger pour préparer l'examen de sa demande (délais, assistance juridique...) ;
- le droit de recours ;
- le processus d'examen par l'OFPRA, sur l'ensemble du territoire ;
- les dispositions particulières pour ce qui concerne les personnes vulnérables et les mineurs.

3. L'asile en rétention

Le régime de l'asile en rétention doit être revu au regard de la jurisprudence de la CEDH (IM c/France) et de la CJUE (Arslan) ainsi que des directives « procédures » et « accueil ».

4. Les demandes de réexamen

Les demandes de réexamen (entre 10 et 20% de la demande) doivent faire l'objet d'un traitement spécifique qui garantisse à la fois la prise en considération d'éléments nouveaux et la dissuasion de demandes dilatoires. La directive prévoit un régime spécifique à cet égard. En particulier, en l'absence de faits nouveaux et lorsque cette nouvelle demande n'a été introduite que pour faire échec à une mesure d'éloignement, la possibilité d'une mesure d'éloignement sans recours suspensif en cas de demande de réexamen recevable, la possibilité d'appliquer une procédure prioritaire ; le refus de droit au séjour en cas de seconde demande de réexamen.

5. Les autres procédures spécifiques

Ces procédures n'existent pas en droit interne mais elles sont prévues par la directive. Elles sont prévues dans certains Etat membres (Allemagne).

- La procédure de retrait ou de renonciation implicites (art 28 DP) permettant de clôturer un dossier :

Ces dispositions pourraient être utilisées à l'égard de personnes ne donnant pas suite à des demandes d'informations essentielles pour le traitement de la demande d'asile (notamment la non transmission du récit écrit et le refus de fournir des empreintes lisibles).

- La procédure d'irrecevabilité (art 33 et suivants DP) :

Cette procédure permet de se dispenser d'un examen au fond, en particulier, lorsque le demandeur bénéficie d'une protection dans un autre Etat membre ou dans un pays tiers sûr. Cela implique toute fois la mise en place d'un entretien de recevabilité. Cette option est à évaluer en lien avec nos obligations constitutionnelles.